



**MINISTÈRE
DE LA JUSTICE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

AIDE JURIDICTIONNELLE

Une simplification au service des usagers et des agents

POURQUOI MODERNISER L'AIDE JURIDICTIONNELLE ?

Un service très sollicité

Plus d'1 million d'admissions à l'aide juridictionnelle en 2019. +3,7% vs 2018 dont

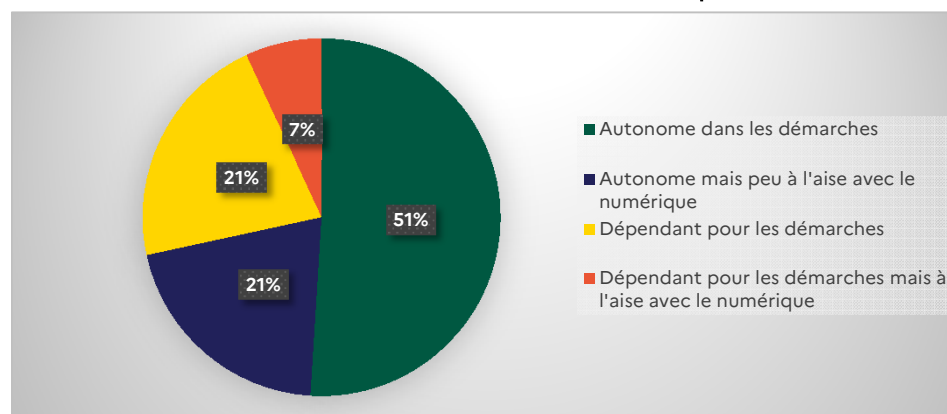
- 600 000 sur contentieux civils et administratifs
- 400 000 sur contentieux pénaux

Source : Ministère de la justice/SG/SDSE

De nombreux irritants

- Délais d'instruction des demandes trop importants (en moyenne 37,5)
- Absence de visibilité durant le processus d'instruction de la demande.
- Pratiques hétérogènes d'instruction des demandes.
- Potentiel report des procédures judiciaires dans certains cas.
- Outils informatiques obsolètes et non performants.
- Charge de gestion lourde par rapport aux moyens des BAJ / juridictions.

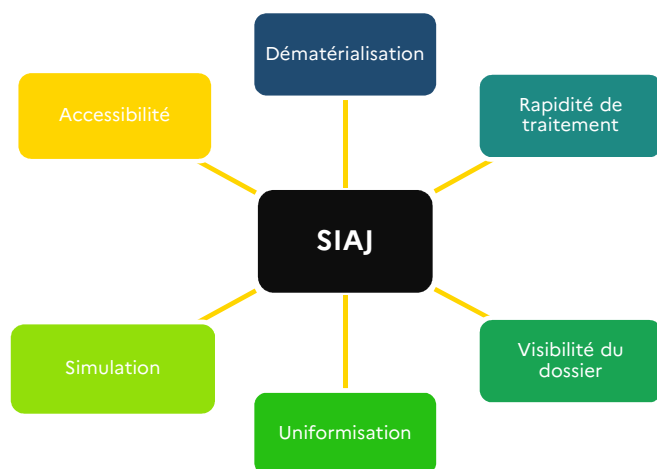
Un service qui s'adresse principalement à des populations dépendantes (démarches, numérique, etc.)



LES OBJECTIFS ET LA FEUILLE DE ROUTE DU NOUVEAU SIAJ

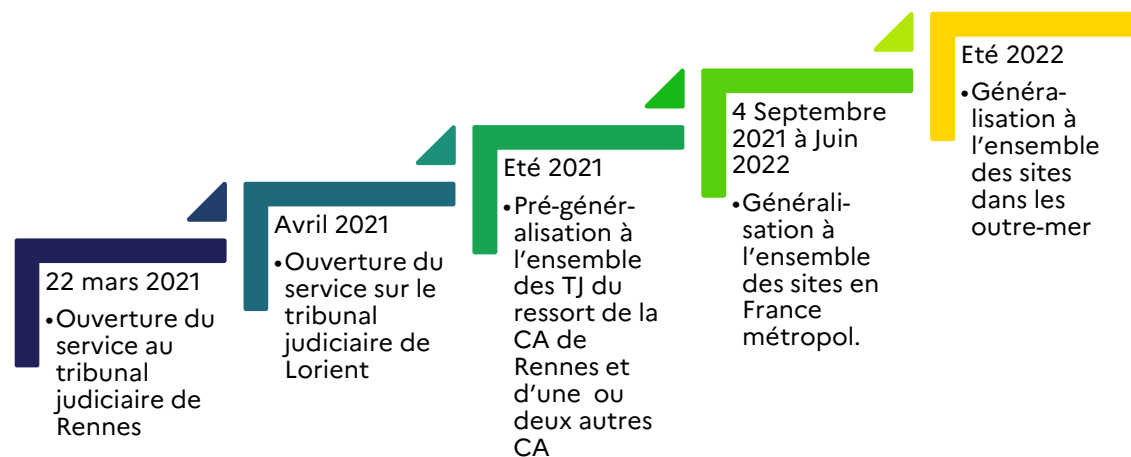
Objectifs

- Dématérialisation de l'ensemble de la procédure d'une demande.
- Uniformisation des pratiques d'instruction des demandes.
- Traitement plus rapide.
- Suivi de l'avancement de leur dossier par les justiciables.
- Simulation de l'éligibilité à l'AJ pour chaque citoyen.
- Accessibilité de l'application à 100%.
- Mise en place d'indicateurs pour le pilotage financier.



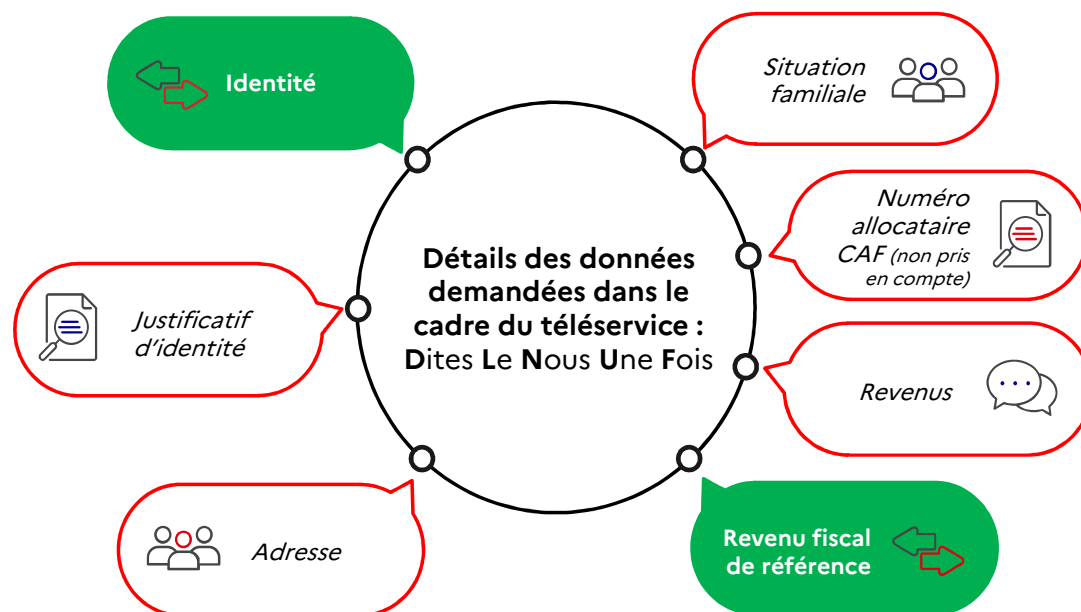
Feuille de route

- Jalon 3 (août 2021) : Compatibilité mobile + Accessibilité + Simulateur AJ
- Jalon 4 (nov 2021) : Dispense de fourniture d'un justificatif de domicile + Etat d'avancement de la demande par SMS



L'AIDE JURIDICTIONNELLE & LE « DITES LE NOUS UNE FOIS »

- Récupération automatisée de données certifiées relatives à l'identité du demandeur au moyen de **FranceConnect** et l'**API Impot Particulier de la DGFIP**
- L'examen des demandes d'aide juridictionnelle se fait désormais sur la base d'un critère nouveau : **le revenu fiscal de référence (RFR)**, la **situation familiale**, l'**adresse**
- À défaut de revenu fiscal de référence, l'éligibilité à l'aide juridictionnelle s'appréciera au regard des ressources imposables sur une durée de prise en compte fixée à six mois.





**MINISTÈRE
DE LA JUSTICE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

PUBLICATION DE L'API OPEN DATA DES DECISIONS JUSTICES

OPEN DATA DES DÉCISIONS DE JUSTICE : UN ENJEU DE TRANSPARENCE AVEC UN CADRE JURIDIQUE QUI S’AFFINE

L’Open data des décisions de justice **doit permettre de concilier l’objectif de transparence de la justice avec la protection des données personnelles des personnes mentionnées dans la décision.**

Le décret précise les mesures d’occultation des éléments d’identification de ces personnes physiques: les noms et prénoms des personnes physiques, de manière systématique et des occultations complémentaires, en cas d’atteinte à leur vie privée ou à leur sécurité.

La première tranche du projet :

-la **mise en production du traitement de pseudonymisation à grande échelle**, avec des instructions différenciées des magistrats;

-et la **diffusion des premières décisions : les décisions de la Cour de cassation en septembre 2021** ; les décisions civiles, sociales et commerciales des cours d’appel au cours du premier semestre 2022.

7 octobre 2016

Loi n°2016-1321 pour une République numérique

Novembre 2017

Rapport de la mission Cadet

23 mars 2019

Loi n°2019-222 de programmation 2018-2022 et de réforme de la justice

29 juin 2020

Décret n°2020-797 relatif à la mise à la disposition du public des décisions des juridictions Judiciaires et administratives

DES DÉFIS : PROTECTION DONNÉES PERSONNELLES & TECHNIQUE



Une **protection des données par une pseudonymisation des décisions de justice** en exploitant les potentiels de l'intelligence artificielle .



Un **traitement à grande échelle et différenciée** en fonction des instructions des magistrats (base 15 000 décisions annuelles vers un objectif de 4 000 000 à terme, pour l'ensemble des décisions judiciaires. Pour la tranche 1: environ 230 000 décisions annuelles)

Assurer une diffusion large des décisions pseudonymisées via un espace de diffusion accessible à tous (grand public et ré-utilisateurs) et sécurisée selon des modalités adaptées: une API et un moteur de recherche



Améliorer les conditions de travail des agents annotateurs, par le développement d'un outil ergonomique, pour permettre le contrôle de décisions en masse

Organiser l'alimentation des jeux de données issus d'applicatifs multiples dont la dette technique est connue des acteurs

Animer la communautés des réutilisateurs. Les données libérées peuvent intéresser les administrations, ainsi que les entreprises privées (exemple : création d'outils exploitant la jurisprudence, simplification de l'accès aux décisions judiciaires, travaux journalistiques sur la jurisprudence)

La première tranche de l'Open data des décisions judiciaires

Une publication de l'API Open Justice sur la plateforme interministérielle PISTE

